



# INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 juillet 2024**  
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	31
• Voix	202
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	3
• Voix	29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	34
• Voix	231
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

## Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

## Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Pouban
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

## Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



## OBJET : Gouvernance - Mise en place d'un outil de gestion intégrée sur le sous-bassin du gave de Pau - positionnement de l'Institution Adour

### Exposé des motifs :

#### Contexte

Une étude d'opportunité pour la mise en place d'un outil de gestion intégrée sur le bassin du gave de Pau a été menée de janvier 2022 à juin 2024, par les bureaux d'études Espelia et Nosika, portée dans le cadre d'une convention de partenariat entre l'Institution Adour, le syndicat mixte du gave de Pau et le Pays de Lourdes et vallées des gaves.

Cette étude intervient dans un contexte national (Plan Eau, décret SAGE) promouvant l'outil SAGE et accordant une reconnaissance et des prérogatives accrues (avis, définition de règles, objectifs d'économies d'eau, partage de la ressource entre usages...) aux commissions locales de l'eau (CLE), et dans le cadre de la mise en œuvre du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 qui prévoit la mise en place de SAGE à l'échelle de tout le bassin Adour-Garonne. Le plan d'adaptation au changement climatique Adour-Garonne, Adour 2050 et les projets Explor 2070 (et Explor 2 en cours de finalisation) mettent en évidence les impacts du changement climatique et les enjeux d'adaptation des territoires.

L'étude menée a mis en évidence les enjeux prépondérants sur le bassin du gave de Pau qui nécessitent d'être traités à cette échelle hydrographique jusqu'à la confluence avec l'Adour et dans le cadre d'une concertation globale :

#### Problématiques importantes et déjà bien prises en compte :

- Prévention des inondations
- Vulnérabilité aux inondations
- Continuité piscicole et sédimentaire
- Traitement des effluents et maîtrise des rejets

La structuration actuelle permet déjà de traiter ces objectifs. La gestion intégrée pourrait éventuellement renforcer/appuyer la coordination et l'animation sur ces sujets.

#### Problématiques importantes et dont la prise en compte pourrait être améliorée par une gestion intégrée :

- Gouvernance et communication
- Adaptation au CC
- Urbanisme et espaces de fonctionnalité
- Impacts de l'hydroélectricité
- Préservation des zones à fort potentiel écologique, planification
- Gestion des prélèvements
- Déchets
- Protection pollutions diffuses et acc.
- Ruissellement pluvial
- Impacts des carrières

Les problématiques associées à ces objectifs sont importantes sur le territoire, mais insuffisamment traitées dans le fonctionnement actuel. Un outil de gestion intégrée permettrait d'améliorer la connaissance, d'appuyer les acteurs, de coordonner les actions afin d'y répondre, etc.

#### Problématiques peu prioritaires pour le territoire dans son ensemble (variabilité locale) :

- Espèces envahissantes

Ces objectifs sont peu pris en compte dans la structuration actuelle (ou avec des résultats a priori insuffisants), mais les problématiques associées ne sont pas jugées prioritaires pour être traitées dans le cadre d'un outil de gestion intégrée.

L'étude a analysé et présenté les réponses que peuvent apporter 2 outils distincts, le SAGE et la charte, à ces enjeux. Si l'outil charte permet de partager des principes généraux et de mener une animation et communication sur le territoire auprès des acteurs volontaires, le SAGE apporte en sus une force opposable qui permet une appropriation locale et une réponse plus prégnantes en termes de concertation, de traitement des enjeux et de gestion effective de la ressource en eau et des milieux aquatiques.



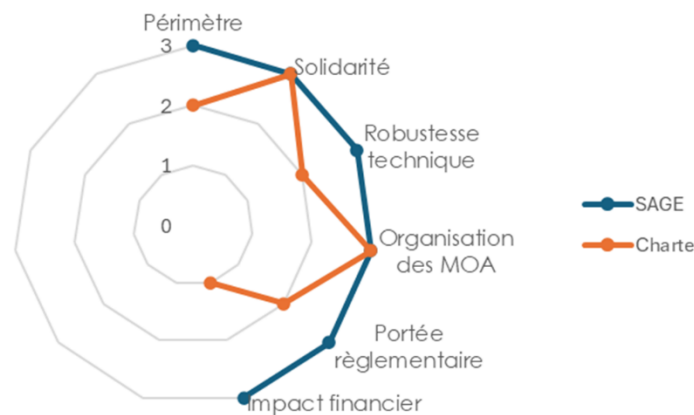
### Engagement de bonne conduite entre les acteurs signataires

- Fixe des orientations, des objectifs et des comportements à tenir sous forme d'engagement
- Une Assemblée composée sur le volontariat
- Une phase d'élaboration sur environ 3 ans
- Une durée de mise en œuvre d'environ 5 ans en moyenne



### Une gouvernance paritaire réglementée et une portée juridique

- Fixe des objectifs environnementaux avec une portée juridique dans le domaine de l'environnement, urbanisme, ICPE, carrières
- Une Commission Locale de l'Eau instituée par arrêté avec 3 collèges
- Une phase d'élaboration sur 7 à 10 ans
- Une durée de mise en œuvre illimitée



### Avis des acteurs du bassin du gave de Pau

Le compte-rendu du comité de pilotage est joint en annexe du présent rapport.

Au terme de cette étude, l'ensemble des acteurs a reconnu la nécessité de mettre en place un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) à l'échelle du bassin. Un certain nombre d'acteurs a toutefois émis le souhait d'une étape de travail intermédiaire, sous forme d'une charte, avant d'engager formellement un SAGE.

Les financeurs potentiels de ces projets ont exprimé leurs positionnements respectifs :

- L'agence de l'eau Adour-Garonne (délégation de Pau) et la Région Occitanie souhaitent la mise en place d'un SAGE mais acceptent d'envisager le financement de l'animation d'une charte, dans un délai court et avec des objectifs ambitieux conduisant à la mise en place d'un SAGE ;
- La Région Nouvelle-Aquitaine financera uniquement l'émergence puis l'élaboration d'un SAGE.

### Proposition d'avis de l'EPTB

Il est proposé au comité syndical de l'Institution Adour d'exprimer un avis favorable à l'émergence d'un SAGE sur le bassin du gave de Pau jusqu'à la confluence avec l'Adour. Ce territoire est contrasté entre montagne et plaine, attractif en termes de population permanente et de tourisme induisant des besoins d'aménagements importants, attractif également pour les activités économiques. Les besoins en eau pour les habitants, les activités industrielles et agricoles sont importants et vont augmenter dans un contexte de changement climatique où la disponibilité des ressources va fortement baisser par rapport à la situation actuelle (données Adour 2050 : -30 à -40% des débits d'étiage à l'horizon 2050).

La phase d'émergence du SAGE consiste à produire un dossier argumentaire pour le périmètre et de mener une consultation réglementaire de 4 mois pour recueillir l'avis de l'ensemble des collectivités concernées. La composition d'une commission locale de l'eau doit être envisagée en parallèle. Cette phase aboutit généralement à la production de 2 arrêtés (inter)préfectoraux pour

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



délimiter le périmètre du SAGE et composer la CLE. L'animation de ce travail nécessite la mise en place d'instances de concertation préalables à l'existence de la CLE (comité de pilotage à minima). Ce travail d'animation et de concertation pourrait être mené dans le cadre d'une charte de gouvernance, pour répondre aux attentes des acteurs du territoire. Elle permettra de fixer les objectifs et le calendrier de travail et les instances de concertation. Cette étape de travail, successive à l'étude menée de 2022 à 2024, permettra en outre de recueillir l'avis de l'ensemble des collectivités de manière plus formelle dans le cadre de la consultation réglementaire, quant à la mise en place d'un SAGE et à son périmètre.

Syndicat mixte labellisé EPTB et structuré à l'échelle globale du bassin de l'Adour incluant le bassin du gave de Pau, et forte de son expérience d'animation des autres SAGE limitrophes existants sur le bassin de l'Adour, l'Institution Adour est légitime (et réglementairement reconnue pour les phases ultérieures d'élaboration et de mise en œuvre) pour assurer l'animation de l'émergence du SAGE pour le compte des acteurs locaux, dans un principe de concertation prévalant pour l'élaboration d'un tel outil. Le portage de l'animation peut être assuré dans un principe partenarial avec les collectivités locales, pour consolider leur implication politique, technique et financière (à l'image des conventions de partenariat existantes entre l'Institution Adour et les EPCI-FP - ou collectivités productrices d'eau potable pour SAGE des eaux souterraines de Gascogne - pour l'animation des SAGE existants).

Compte tenu des conclusions de l'étude et des souhaits exprimés par les acteurs,  
Considérant les 2 outils proposés et leurs intérêts et portée respectifs, et l'expérience de l'Institution Adour sur l'animation de ces outils (4 SAGE, 1 charte de gouvernance),  
Considérant les enjeux importants qui nécessitent une approche à l'échelle hydrographique du sous-bassin, une implication de l'ensemble des acteurs (élus, État, activités socio-économiques, associations, etc.), et un besoin effectif de projet politique commun et de cadre de gestion partagé à court terme (enjeu de l'adaptation face aux effets du changement climatique notamment),  
Considérant que l'agence de l'eau Adour-Garonne et les deux Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie financeront l'animation pour l'émergence d'un SAGE (éventuellement sous un format appelé charte) et que seul ce scénario permettra de mobiliser les co-financements des 3 structures, à hauteur de 80%,

## LE COMITÉ SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- de partager les conclusions de l'étude d'opportunité d'un outil de gestion intégrée à l'échelle du sous-bassin du gave de Pau, tant en termes d'enjeux relatifs à la gestion de l'eau sur ce sous-bassin que d'analyse de la pertinence des outils de gestion intégrée,
- de prendre acte que la majorité des expressions d'acteurs publics locaux réunis au sein du comité de pilotage de cette démarche sont favorables à l'émergence d'un SAGE à terme,
- d'émettre un avis favorable à l'émergence à court terme d'un SAGE à l'échelle du sous-bassin du gave de Pau depuis ses sources jusqu'à sa confluence avec l'Adour,
- de conduire, en partenariat avec les collectivités locales du sous-bassin, le travail préalable d'animation pour l'émergence d'un SAGE (rédaction du dossier argumentaire de délimitation du périmètre, proposition de composition de la CLE),
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE